

Le plein emploi c'est faisable, la garantie universelle à l'emploi

 blogs.mediapart.fr/thierry-verson/blog/250918/le-plein-emploi-cest-faisable-la-garantie-universelle-lemploi

- 25 sept. 2018
- Par Thierry Verson

Michel Husson a présenté dans Alternatives Economiques d'il y a quelques mois un article sur le sujet, débat qu'on retrouve autour de ce qu'on peut appeler la garantie universelle à l'emploi, où il révélait que ce débat absent en France existait ailleurs et était notamment porté par Sanders aux USA et Corbyn en Angleterre sous le nom de Federal Guarantee Job, qui pour ma part, donne plus juste que Garantie universelle à l'emploi.

Revenons à une courte analyse de la nécessité du plein emploi. Un travail décent et mieux encore permettant de se réaliser et correctement payé est source de fierté, de dignité, du sentiment d'utilité sociale et surtout est source de liens sociaux. Le chômeur est exclu, pestiféré tellement on a peur de devoir aider les chômeurs de notre entourage, tellement on culpabilise devant leur situation dont on a autant peur que d'un cancer. Ensuite, on commence à chiffrer le coût des externalités du chômage, avec une étude récente qui énonce des troubles et des maladies dues au chômage et 14 000 morts du fait de ces pathologies associées au chômage. Le chômage c'est aussi le jugement des gosses, leur honte, la perte de l'autorité parentale et des désordres sociaux qui débordent ce que peut faire la protection judiciaire de la jeunesse. Je ne vais pas détailler davantage, d'autres ont déjà écrit des bouquins sur le sujet. Juste comprendre que le plein emploi est indispensable à une société démocratique... ce qui n'implique absolument pas de corver comme un serf.

En fait, tous ces mecs qui ont fait l'ENA ou les grandes écoles ne sont pas assez cons, mais assez égoïstes et carriéristes pour ignorer les chiffres que je vais énoncer ci-dessous et qui démontrent qu'on a largement de quoi financer le plein emploi et accessoirement les services publics. Ce grand manipulateur et menteur de Mitterrand, prétendument socialiste, a même osé affirmer "contre le chômage, on a tout essayé", alors qu'il n'a jamais fait qu'essayer de mettre des emplâtres sur une jambe de bois, histoire de faire genre, pas plus soucieux du peuple qu'il ne l'a été des têtes des rebelles algériens qu'il a fait tomber le premier.

Nous sommes en France à quelques 3.5 millions de personnes en recherche d'emploi et 3 millions pris dans le halo du chômage, c'est à dire souvent désireux de changer leur emploi de merde contre un emploi meilleur et mieux payé, ou simplement ne pouvant pas chercher du travail du fait de leur situation familiale (mères célibataires par ex). Donc nous avons 6.5 millions de gens en mal d'emploi à qui nous avons les moyens de trouver un emploi adapté à leurs possibilités, les emplois ne manquant surtout pas dans la sphère publique. Décidons pour faire un compte facile de salarier tous ces gens à 1500€ par mois.

Il en coûterait 110 milliards par an à l'Etat. En fait, bien moins si on considère que cet argent serait consommé et aiderait à la dynamique économique et donc reviendrait en partie dans les caisses de l'état sous forme d'impôts et taxes.

110 milliard ? au fou, on est déjà en déficit de quelques 70 milliards !!! eh bien farfouillons dans la comptabilité nationale et un peu partout où personne ne nous emmène et voilà à quoi on va arriver:

- deux rapports officiels, donc peu contestables qui démontrent que le montant des aides aux entreprises, dont 90% à celles du CAC 40 et de leurs filiales atteignait 201 milliards d'euros en 2010 Juste avant les 41 milliards du pacte de responsabilité de Hollande en 2014. Soit la bagatelle de 242 milliards, desquels on peut enlever quelques mesures efficaces comme les allègements de cotisations sociales sur les bas salaires, à pérenniser au contraire. A la louche admettons que ce sont 200 milliards chaque année qui s'évadent vers les entreprises si peu citoyennes du CAC 40.

1 Mission d'audit de modernisation, *Rapport sur les aides publiques aux entreprises*, janvier 2007, <http://bit.ly/NP3NNH> .

2 Conseil des prélèvements obligatoires, *Entreprises et « niches » fiscales et sociales*, octobre 2010, <http://bit.ly/QLemhk> .

Les aides agricoles ont été exclues du champ de ces rapports, faute de pouvoir les chiffrer exactement du fait qu'elles proviennent pour l'essentiel de l'Europe et non du seul état français. 55 milliards d'euros pour l'Europe dont 20% pour la France qui vont essentiellement vers les plus grosses entreprises à 80%. A noter que les 10 milliards de subventions financent aussi un budget de près de 5 milliards qui couvre le traitement de 34 000 fonctionnaires français pour beaucoup improductifs comme dénoncé par la cour des comptes parce que nécessités par l'élaboration de normes souvent ubuesques et une répartition et un contrôle des aides tout aussi saugrenus.

Ces chiffres ont été révélés par Jean Michel Truong dans son ouvrage Ni sang Ni dette.

- 145 milliards de manque à gagner du fait des fraudes fiscales(100), sociales (25) et à la TVA(20) qui sont pour l'essentiel (83% en matière de fraude sociale) du fait des entreprises et notamment des grands groupes. Chiffres pas tous récents et qui ont certainement augmenté puisqu'il y a moins de contrôleurs que par le passé.
- Suite à une note de la banque de France Christian Chavagneux a évalué tout récemment que la fraude des grands groupes était responsable de 15% du déficit extérieur français.
- 300 milliards minimum d'un stock d'investissements directs à l'étranger, constitués hors impôt, par des versements litigieux vers des paradis fiscaux. Toujours le CAC 40.
- 100 milliards le coût du traitement du chômage pour délivrer 34 milliards d'allocations
- 35 milliards le budget de la formation professionnelle, peu efficace, mais qui nourrit organisations patronales et syndicales
- 8% le taux d'imposition des 40 premières sociétés françaises, 20% celui des 100 premiers groupes, contre 15 et 33% le taux commun en contradiction complète avec les articles XIV et autres de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de

1789 instituant que le collectif se finance par l'imposition en fonction des ressources de chacun, en clair en complète violation avec le principe de l'égalité de tous devant l'impôt

- 6% le taux d'imposition général de Mme Bettencourt sur les gains qu'elle a eu le mérite de bien vouloir déclarer si on la compare à tous ceux qui se sont exilés fiscalement...et sont néanmoins reçus avec tapis rouge à l'Elysée et dans les ministères du fait de leur pouvoir de nuisance et de leur contribution à la vie politique, ce qu'un grossier personnage nommerait corruption.
- Le coût des rescrits fiscaux non encore évalué, à savoir le montant des impôts payés par les multinationales françaises au Luxembourg, en Hollande, Belgique ou Irlande notamment pour bénéficier de taux qui oscillent le plus souvent entre 0.1 et 2%. A considérer aussi les rescrits fiscaux accordés en France aux multinationales étrangères pour les bénéfices qu'elles veulent bien déclarer en France...comme Apple, Google, Microsoft entre autres, taux confidentiel, bien sûr.
- Le coût de l'optimisation fiscale agressive dont les USA sont les premiers perdants et où la première étude sur le sujet évalue à 5 milliards d'impôts perdus le manque à gagner de l'état français. Sachant comme les autres études que le jackpot va monter au fur et à mesure que les données vont s'affiner, notamment quand on va arriver à quantifier les opérations de transfert par lesquelles les multinationales usent de prix artificiellement gonflés pour loger leurs bénéficiaires vers des régions fiscalement mieux disantes.
- Le coût du RSA de 20 milliards dont 10 milliards d'allocations pour 1.8 millions de personnes
- L'allocation aux adultes handicapés (AAH) quasi 1 milliard pour 1,1 million de personnes
- La prime d'activité, aide aux travailleurs à revenus modestes a atteint 5,06 milliards d'euros en 2017.
- L'allocation de solidarité spécifique (ASS) devrait atteindre 2,3 milliards d'euros en 2018 pour plus de 400 000 bénéficiaires.
- La garantie jeunes propose aux 16-25 ans dont le coût en 2018 doit être de 503,27 millions d'euros, pour 100 000 jeunes accompagnés
- L'aide personnalisée au logement (APL), dont le coût annuel pour 2018 est estimé à 6,8 milliards d'euros.
- L'allocation personnalisée à l'autonomie (APA) comptait 1,3 million de bénéficiaires fin 2015, pour un coût annuel de 5,6 milliards d'euros, selon la Drees.
- **On peut aussi noter** 2000 milliards de manque à gagner pour les Etats Européens du fait des différentes fraudes, selon les chiffres présentés le 9 octobre 2013 à l'Assemblée nationale par la mission d'information sur les paradis fiscaux.
- Yves Noel, professeur de droit fiscal Suisse, a publié un ouvrage "La fraude fiscale" dans lequel il démontre que la simple fraude des particuliers à l'échelle mondiale coûte aux Etats en pertes de recettes fiscales entre 171 et 250 milliards de dollars par an.
- 32000 milliards de dollars le montant évalué des avoirs détenus dans les paradis fiscaux, dont il convient de rappeler que nombre sont en Europe (Luxembourg, Angleterre, Hollande, Belgique, Irlande, Lichtenstein, Suisse, San Marin, îles Jersey, Monaco, Andorre) ou aux USA, notamment dans le très agricole état du Delaware

qui a la caractéristique étonnante d'héberger le plus de centres sociaux d'entreprises des USA...

- 1 600 milliards de dépenses militaires annuelles http://www.lesechos.fr/05/04/2016/lesechos.fr/021818536227_2015---un-tournant-dans-les-depenses-militaires-mondiales.htm
- 30 milliards par an pendant 5 ans pour éradiquer la faim dans le monde
- Une petite dizaine de milliards pour scolariser les enfants du monde entier
- 300 000 emplois créés grâce aux 41 milliards du pacte de responsabilité soit 136 000 € par emploi... qu'on aurait eu bien meilleur usage à financer en emplois publics ou sociaux. Et François Hollande est fier de ce résultat... autre planète...
- 4 milliards que n'arrive pas à trouver l'ONU pour éviter la famine à 20 millions d'Africains, famine provoquée par les conflits qui enrichissent les multinationales et les despotes qu'elles soutiennent.

Chiffres qui se retrouvent sur internet et liste à parfaire

Hors chiffres à noter le préambule de notre constitution

https://fr.wikipedia.org/wiki/Pr%C3%A9ambule_de_la_Constitution_du_27_octobre_1946

qui édicte l'illégalité du chômage "*Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi*"

Et démontre l'illégalité de la politique de soutien au CAC 40 des différents gouvernements depuis 50 ans et notamment celle de Macron "*Tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité*".

Sur la garantie universelle à l'emploi

<https://www.mediapart.fr/journal/france/190118/et-si-l-etat-creait-lui-meme-les-emplois-pour-combattre-le-chomage?onglet=full>

<https://blogs.mediapart.fr/les-economistes-atterres/blog/230918/pour-une-politique-d-emploi-permanent>

<http://www.politicoboy.fr/politique/la-garantie-universelle-a-lemploi/>

CONCLUSION

Personne ne peut trouver 110 milliards dans tout ce fatras ? Personne ne peut croire qu'une autre politique que l'escroquerie libérale n'est possible ?

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.

L'auteur

Vous aussi, participez dans le Club de Mediapart à travers votre blog !

En savoir plus



Le blog

suivi par 1 abonné

Le blog de Thierry VERSON

Suivre

Le fil du blog

Le fil du Club

Une du Club

Le fil du journal

Une de Mediapart